



Conseil économique et social

Distr.: Générale
25 janvier 2008

Français
Original: Anglais

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

Dix-septième session

Vienne, 14-18 avril 2008

Point 4 de l'ordre du jour provisoire *

**Tendances de la criminalité dans le monde et mesures
prises: intégration et coordination de l'action que l'Office
des Nations Unies contre la drogue et le crime et les États
Membres mènent dans le domaine de la prévention du
crime et de la justice pénale**

Activités des instituts qui composent le réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Paragraphs</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1-2	3
II. Activités de l'Institut interrégional de recherche sur la criminalité et la justice	3	3
III. Activités des instituts régionaux et affiliés	4-18	3
A. Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient.	4-5	3
B. Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine.	6	6
C. Institut européen pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance, affilié à l'Organisation des Nations Unies	7	8
D. Institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants	8	9

* E/CN.15/2008/1.



E.	Centre international pour la réforme du droit criminel et la politique en matière de justice pénale	9	10
F.	Institut australien de criminology	10-11	12
G.	Institut supérieur international des sciences criminelles	12	13
H.	Université arabe Nayef des sciences de sécurité	13	15
I.	Institut national pour la justice du Ministère de la justice des États-Unis	14	16
J.	Centre international pour la prévention de la criminalité	15	18
K.	Institut d'études sur la sécurité	16	19
L.	Institut coréen de politique en matière de justice pénale	17	21
M.	Institut de Bâle sur la gouvernance	18	23
IV.	Activités du Conseil consultatif scientifique et professionnel international	19-21	26

I. Introduction

1. Le présent rapport, qui récapitule les activités menées en 2007 par les instituts constituant le réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, a été établi conformément aux résolutions du Conseil économique et social 1992/22 du 30 juillet 1992, 1994/21 du 25 juillet 1994 et 1999/23 du 28 juillet 1999, sur la base des informations communiquées par lesdits instituts.

2. D'emblée, il convient de souligner l'importance que revêtent les travaux effectués conjointement par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et le réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale. Le point focal de l'ONU chargé du réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale a présidé la réunion de coordination de 2007 du réseau qui s'est tenue à l'université arabe Nayef, à Riyad, au Département des sciences de sécurité, et l'ONUDC a mené une coopération bilatérale avec plusieurs membres du réseau pendant toute l'année 2007.

II. Activités de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice

3. Conformément aux statuts de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (résolution 1989/56 du Conseil économique et social, annexe), le Conseil de direction de l'Institut interrégional a transmis un rapport à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa dix-septième session, en 2007 (E/CN.15/2008/13). D'autres informations et rapports sont disponibles sur le site Internet de l'Institut (www.unicri.it).

III. Activités des instituts régionaux et affiliés

A. Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient

4. En 2007, l'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient a notamment réalisé les activités suivantes :

a) *Formation* :

i) Le 135^{ème} séminaire international sur la promotion de la sécurité publique et le contrôle de la récidive avec la participation de délinquants : examen des meilleures pratiques, a été organisé du 12 janvier au 15 février 2007 ;

ii) Le 136^{ème} cours international de formation sur l'efficacité des mesures de traitement des délinquants mineurs et leur réinsertion dans la société, a eu lieu du 23 mai au 28 juin 2007 ;

- iii) Le 137^{ème} cours international de formation sur la criminalité des entreprises et la responsabilité pénale des entreprises, a eu lieu du 5 septembre au 11 octobre 2007;
- iv) Le troisième séminaire sur la justice pénale en Asie centrale, sur l'efficacité des mesures et l'amélioration du traitement des toxicomanes dans la procédure pénale, a eu lieu du 26 février au 15 mars 2007 ;
- v) Le 12^{ème} séminaire spécial à l'attention des hauts représentants officiels de la justice pénale de Chine sur la coopération internationale en matière de justice pénale a eu lieu du 5 au 22 mars 2007 ;
- vi) Le deuxième cours spécial de formation sur la relance du système des assistants de probation bénévoles des Philippines s'est déroulé du 17 au 26 avril 2007 ;
- vii) Le huitième cours spécial de formation sur le système de traitement des délinquants mineurs au Kenya a eu lieu du 15 octobre au 8 novembre 2007 ;
- viii) Le dixième cours spécial de formation à la lutte contre la corruption dans le cadre de la justice pénale s'est tenu du 24 octobre au 21 novembre 2007.

b) *Coopération technique*

- i) L'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient, les services du parquet de Thaïlande et le Centre régional pour l'Asie de l'Est et le Pacifique de l'ONU DC ont accueilli conjointement le premier séminaire régional sur la bonne gouvernance dans les pays du Sud-Est asiatique, organisé du 17 au 21 décembre 2007 à Bangkok, sur le thème de la lutte contre la corruption au sein du système judiciaire et des autorités chargées des poursuites ;
- ii) Deux professeurs de l'Institut se sont rendus au Costa Rica et en Argentine, du 8 au 27 juillet 2007. Ils ont organisé conjointement, avec l'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine, un cours sur la réforme du système de justice pénale en Amérique latine auquel les représentants de dix pays ont participé. Le cours s'est déroulé du 17 au 25 juillet 2007 au Costa Rica. Ils ont également organisé un séminaire de suivi consacré à la situation spécifique de l'Argentine, qui a eu lieu les 12 et 13 juillet 2007 en Argentine ;
- iii) Deux professeurs de l'Institut se sont rendus au Kenya du 28 juillet au 1er septembre 2007 pour aider à renforcer les services du Département de l'enfance du Ministère de l'intérieur ;
- iv) Un professeur de l'Institut s'est rendu aux Philippines du 20 au 30 septembre 2007 afin d'apporter une assistance technique pour les cours de formation dispensés par le Service de la liberté surveillée et de la probation du Ministère de la justice à l'intention des agents locaux de probation et des assistants de probation bénévoles ;

5. Les activités et le programme de travail de l'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient pour 2008 comprennent notamment :

a) *Formation* :

-
- i) Le 138^{ème} séminaire international de haut niveau sur les mesures juridiques concrètes et effectives de lutte contre la corruption : action du système pénal, aura lieu du 17 janvier au 14 février 2008 ;
 - ii) Le 139^{ème} cours international de formation aura lieu du 19 mai au 26 juin 2008. Le thème de ce cours n'a pas encore été défini ;
 - iii) Le 140^{ème} cours international de formation aura lieu du 1er septembre au 9 octobre 2008. Le thème de ce cours n'a pas encore été défini ;
 - b) *Autres cours et séminaires spéciaux de formation prévus pour 2008* :
 - i) Le 13^{ème} séminaire spécial des hauts représentants officiels de la justice pénale de Chine ;
 - ii) Le quatrième séminaire sur la justice pénale pour l'Asie centrale ;
 - iii) Le troisième cours spécial de formation sur la relance du système des assistants de probation bénévoles du Service philippin de la liberté surveillée et de la probation ;
 - iv) Le neuvième cours spécial de formation sur le système de traitement des délinquants mineurs au Kenya ;
 - v) Le 11^{ème} cours spécial de formation sur la lutte contre la corruption dans le cadre de la justice pénale.
 - c) *Coopération technique* :
 - i) L'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient organisera un séminaire régional conjoint sur la bonne gouvernance pour les pays du Sud-Est asiatique en 2008 : le lieu et le thème de ce séminaire n'ont pas encore été déterminés ;
 - ii) L'Institut organisera une conférence régionale sur la bonne gouvernance en 2008. Le lieu et le thème de ce séminaire n'ont pas encore été déterminés ;
 - iii) Plusieurs professeurs de l'Institut se rendront au Costa Rica pour participer aux cours de formation régionale organisés par l'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine sur la réforme du système de justice pénale en Amérique latine ;
 - iv) Plusieurs professeurs de l'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient se rendront au Kenya pour aider à renforcer les services du Département de l'enfance du Ministère de l'intérieur ;
 - v) Un professeur de l'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient se rendra aux Philippines afin d'apporter une assistance pour les cours de formation dispensés par le Service de la liberté surveillée et de la probation du Ministère philippin de la justice.

B. Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine

6. Au cours de la période considérée, l'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine a notamment organisé les activités suivantes:¹

a) *Lutte contre la criminalité transnationale organisée* :

i) Ratification et application des instruments universels contre le terrorisme (en coopération avec l'ONUDC) :

a. Participation à la Conférence ministérielle des pays des Caraïbes sur la coopération internationale dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée, qui s'est tenue à Saint-Domingue en mars 2007, en vue de la ratification et de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des protocoles y relatifs ;

b. Ateliers nationaux spécialisés sur le terrorisme et le financement du terrorisme, en République dominicaine, au Panama et au Pérou.

ii) Ratification et application du Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants : étude, avec le bureau régional de l'ONUDC pour le Mexique et l'Amérique centrale des conditions politiques, juridico-institutionnelles, techniques et fonctionnelles, financières et humaines permettant de prévenir, d'enquêter et de poursuivre le crime de traite des personnes et de protéger les victimes et les témoins en Amérique centrale.

b) *Surpeuplement des prisons et mesures de substitution à l'incarcération*

i) Systèmes pénitentiaires et programme des droits de l'homme

a. Avec l'Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme et du droit humanitaire, l'Institut a organisé plusieurs visites dans des établissements pénitentiaires danois et suédois à l'intention de participants d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, du Chili, du Guatemala, du Paraguay, d'Uruguay et du Venezuela ;

b. Séminaires nationaux sur les systèmes pénitentiaires et les droits de l'homme en Bolivie, au Guatemala, au Mexique, au Paraguay et en Uruguay ; mission d'assistance technique en Argentine, au Mexique et en République dominicaine.

ii) Programme régional sur le VIH/sida dans les prisons : avec l'ONUDC, l'Institut a encouragé le réseau des organisations non gouvernementales (ONG) d'Amérique latine actives dans les prisons et dans le domaine du VIH/SIDA ; il a participé au cinquième congrès d'Amérique centrale sur le VIH/SIDA et entamé l'élaboration d'un modèle de dépistage du VIH/SIDA dans les prisons.

¹ Pour plus de détails, prière de consulter le site Internet de l'Institut (www.ilanud.or.cr)

c) *Justice pour mineurs*. Des visites ont été organisées dans des établissements pénitentiaires pour mineurs au Brésil, au Costa Rica et en Espagne à l'intention de responsables mexicains. Des informations ont été recueillies sur les bonnes pratiques en matière de poursuites, de défense et de pratiques pénales.

d) *Besoins spéciaux des femmes dans le système de justice pénale* :

i) Programme de formation à la question de la violence dans la famille : cours sur le traitement des affaires relatives aux violences sexuelles à l'intention de professionnels de la santé et de l'enseignement et de juristes au Costa Rica, au Guatemala, au Mexique, au Nicaragua et au Panama.

ii) Programme concernant les femmes, la justice et la parité des sexes :

a. Huitième réunion des juristes latino-américaines sur l'endettement et la coopération internationale en matière de justice du point de vue de la parité des sexes, Paraguay ;

b. Conférences, ateliers, séminaires et stages sur « les principes d'égalité dans la fonction pénale » pour les avocats de la défense ; « la parité des sexes » pour les avocats du parquet ; « les personnes âgées » pour les juges ; « les politiques, les plans et les projets selon la sexospécificité » et « la parité entre les sexes et la loi » pour les magistrats.

e) *Normes des Nations Unies en matière de justice pénale*:

i) Troisième cours de formation sur la réforme du système de justice pénale en Amérique latine : Argentine, Bolivie, Equateur, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, République dominicaine et Venezuela.

ii) Mission de visite technique dans le système de justice pénale argentin avec des experts du Centre de coopération internationale du Japon, l'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine, l'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient et des institutions du secteur judiciaire argentin.

f) *Justice réparatrice* :

i) Préparation d'un ouvrage intitulé *La justice réparatrice au Costa Rica* ;

ii) Séminaires de formation pour les organisations pacifistes et réunions sur la justice réparatrice ;

iii) Septième séminaire international sur la justice réparatrice, la médiation pénale et la probation ; enfants, préadolescents et adolescents en conflit avec la loi, Argentine.

g) *Prévention de la criminalité*. Projet sur la violence sociale en Amérique centrale – en vue de la création des outils nécessaires à la collecte de données et à l'élaboration de mécanismes de compréhension de la violence sociale ; de l'élaboration d'un modèle complet d'interprétation ; et de proposer aux gouvernements une base objective en vue de l'élaboration de politiques de prévention sociale.

C. Institut européen pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance, affilié à l'Organisation des Nations Unies

7. Au cours de l'année 2007, les principales activités et les nouveaux projets de l'Institut européen pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance, affilié à l'Organisation des Nations Unies, étaient les suivants :

a) *Projets* :

i) L'Institut a notamment achevé l'Enquête internationale sur la violence contre les femmes, le projet de l'Office statistique des communautés européennes (Eurostat) sur l'élaboration d'un module d'enquête destiné à l'enquête européenne de victimisation, et le programme cadre de trois pays européens sur la coopération policière et judiciaire en matière pénale (AGIS) concernant la traite internationale des personnes, mené en partenariat avec l'Estonie, la Finlande et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ;

ii) Les activités en cours comprennent, notamment, l'analyse et la présentation de rapports concernant les études menées par les Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale; l'étude préconisant l'élaboration d'une stratégie de sécurité de l'administration pénitentiaire finlandaise ; l'étude financée par l'Union européenne sur le rôle de la criminalité organisée dans la traite des personnes aux fins d'exploitation sexuelle dans trois États membres (Estonie, Finlande et Suède) ; un projet commun de lutte contre la corruption des autorités locales estoniennes ; la mise en œuvre d'un instrument international d'élaboration de politiques pénitentiaires en Russie ; et la préparation du Symposium de criminologie de Stockholm, qui doit avoir lieu en juin 2008. Les activités liées à la préparation de cet événement dépendent étroitement des fonds alloués par le Gouvernement suédois à l'Institut européen ;

iii) Les activités récentes de l'Institut européen comprennent un projet du Conseil de l'Europe évaluant la disponibilité des données administratives sur les femmes victimes de violence familiale; une étude sur les réponses nationales à la traite des personnes en Europe et en Amérique du Nord dans le cadre de l'Initiative mondiale de lutte contre la traite des personnes (UN.GIFT) ; la participation au projet de financement du Programme cadre 7 (7^{ème} PC) sur la fiabilité du système de justice pénale et la peur de la criminalité, dans lequel l'Institut serait chargé de diffuser les conclusions de la recherche à différentes étapes du projet ; et une étude sur les pressions irrégulières exercées sur les juges et les magistrats du parquet en Finlande et en Suède ;

iv) Les discussions se poursuivent concernant, notamment, le pilotage du projet d'instrument d'enquête d'Eurostat sur les victimes en Finlande ; la corruption en Fédération de Russie ; une étude conjointe ONUDC/Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe/Bureau international du travail sur la traite des personnes aux fins de travail forcé ; l'évaluation de certains systèmes pénitentiaires d'Europe centrale et orientale ;

et la tenue du 70^{ème} cours régional de criminologie de la Société internationale de criminologie sur les questions relatives aux victimes, en Finlande en 2008.

b) *Autres fonctions et tâches:*

i) L'Institut européen continue de produire des rapports et d'autres documents destinés à être largement diffusés et d'accorder des bourses à de jeunes chercheurs et professionnels européens ;

ii) Les fonctionnaires de l'Institut continuent de coopérer avec différentes associations et revues scientifiques internationales et d'être associés à divers projets d'élaboration de politiques au plan national.

D. Institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants

8. L'Institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants a réalisé les activités suivantes en 2007:

a) *Criminalité organisée.* Afin de diffuser des informations sur les instruments internationaux pertinents et d'aider les agents des systèmes de justice pénale et d'autres à mieux comprendre les concepts pertinents et les liens qui existent entre certains crimes, tels que le terrorisme, le blanchiment d'argent et la traite des personnes, et le trafic de drogues et d'armes, l'Institut africain a contribué à la Conférence sur la lutte contre la criminalité organisée, organisée par le Centre international pour la qualité et la productivité à Pretoria, en Afrique du Sud, du 14 au 16 mars 2007.

b) *Traite des êtres humains :*

i) En collaboration avec le Gouvernement fédéral du Nigéria, un projet conjoint de lutte contre la traite des personnes, élaboré par l'Institut africain, a débuté en juin 2006. Ce projet permet d'encourager la ratification par d'autres pays d'Afrique de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des protocoles y relatifs ;

ii) L'Institut a réalisé une étude sur la traite des femmes et des enfants à Karamoja, dans la région de Teso, en Ouganda. Le rapport final de cette étude est en cours de publication aux fins de diffusion.

c) *Prévention de la criminalité :*

i) En collaboration avec le Gouvernement ougandais, l'Institut a organisé un atelier sur la criminalistique afin d'améliorer la capacité des forces de l'ordre à détecter les crimes, à mener des enquêtes et à rationaliser les poursuites grâce à l'utilisation du savoir-faire local, d'équipements et de l'analyse scientifique des données ;

ii) En collaboration avec l'ONUDC, l'Institut mène une enquête sur les victimes de la criminalité en Ouganda qui aidera ce dernier et d'autres pays africains à se doter de stratégies effectives de prévention de la criminalité.

d) *Surpeuplement carcéral et mesures de substitution à l'incarcération.* En collaboration avec l'ONUDC et le Centre international pour la réforme du droit

criminel et la politique en matière de justice pénale, l'Institut a mis au point et réalisé des ateliers sur la probation, la liberté surveillée et les systèmes correctionnels communautaires à l'intention des agents pénitentiaires et du service de la probation à Nairobi, à Kampala et à Lusaka.

e) *Lutte contre la criminalité liée aux technologies et à l'informatique :*

i) L'Institut a élaboré et réalisé un projet sur la cybercriminalité en Ouganda visant à sensibiliser tous les Ministères, le Parlement, les universités, les banques, les supermarchés et les cafés Internet. Ce projet s'est articulé autour de la diffusion de bulletins d'information et d'affiches et l'organisation de plusieurs débats et d'une conférence de presse sur la cybercriminalité à l'intention de la presse écrite et des médias électroniques, à laquelle 28 des 32 organes de médias ougandais ont été représentés. Des informations importantes sur la cybercriminalité ont été diffusées auprès des radios et des télévisions afin de mieux informer la population du pays;

ii) La Banque africaine de développement a été contactée afin de cofinancer ce projet pour permettre à l'Institut de le mettre en oeuvre dans d'autres pays d'Afrique ou dans d'autres sous-régions.

f) *Besoins spécifiques des femmes dans le système de justice pénale :*

i) En raison de contraintes financières, l'Institut s'est fondé sur des sources secondaires d'information pour commencer à compiler des données sur la violence commise contre les femmes et les enfants au cours des conflits armés africains. L'analyse de ces données et les conclusions qui en découlent seront présentées à l'atelier du réseau au cours de la 17^{ème} session de la Commission ;

ii) Si les ressources financières le permettent, et en coordination avec les organisations actives dans ce domaine, l'Institut envisage de faire des enquêtes sur la nature et l'ampleur de la violence contre les femmes, conformément au paragraphe 13 des Stratégies et mesures concrètes types relatives à l'élimination de la violence contre les femmes dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale (résolution 52/86 de l'Assemblée générale, annexe).

E. Centre international pour la réforme du droit criminel et la politique en matière de justice pénale

9. Le Centre international pour la réforme du droit criminel et la politique en matière de justice pénale est un organisme indépendant à but non lucratif basé à Vancouver, au Canada. Fondé en 1991 et affilié à l'ONU, sa mission est de promouvoir la primauté du droit, les droits de l'homme, la démocratie et la bonne gouvernance. Il remplit sa mission en contribuant aux efforts déployés aux niveaux local, national et international pour soutenir les réformes juridiques et améliorer l'administration de la justice pénale. Les activités entreprises par le Centre international en 2007 comprenaient :

a) *Mesures de lutte contre le terrorisme.* Le Centre a travaillé avec l'ONUSD pour élaborer un projet de manuel sur les mesures prises par le système

de justice pénale contre le terrorisme et a participé à une réunion d'experts afin d'examiner ce projet à Vienne, en octobre 2007;

b) *Convention des Nations Unies contre la corruption et Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et les Protocoles s'y rapportant.* En mars 2007, en coopération avec l'ONUDC et avec l'appui financier du Gouvernement canadien, le Centre a organisé une réunion d'experts afin d'identifier les éléments devant figurer dans un projet de mécanisme censé mesurer l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption et la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant. Le Centre continue de collaborer étroitement avec la Division des traités de l'ONUDC pour développer les applications d'un logiciel d'enquêtes omnibus permettant de recueillir des informations sur la mise en œuvre de ces instruments;

c) *Lutte contre la traite des êtres humains.* En 2007, dans le cadre des travaux préparatoires du Forum sur la lutte contre la traite des personnes qui doit se tenir à Vienne en février 2008, le Centre a participé à la publication d'une synthèse pluri-institutionnelle sur la traite des êtres humains, en préparation;

d) *Règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale.* En coopération avec le réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, le Centre a organisé en avril 2007, au cours de la seizième session de la Commission, un atelier pratique sur la réduction effective de la criminalité et la prévention en milieu urbain. Le Centre, qui a participé à l'atelier, a fait une présentation sur les stratégies qui contribuent à la sécurité des collectivités et distribué un document intitulé «Crime prevention and social reintegration of offenders: a review of Canadian and international reintegration programs»;

e) *Interventions après conflit.* Le Centre a coopéré étroitement avec la Section de l'état de droit de l'ONUDC à l'élaboration d'un programme et d'un manuel de formation qui ont été mis à profit dans le cadre du programme de formation des directeurs de prison, réalisé à Juba, au Sud Soudan, en février 2007. Une intervention plus globale a été conçue en collaboration avec l'ONUDC et la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS), afin d'aider le Service des prisons du Sud-Soudan. Le Centre a également participé à une réunion d'un groupe d'experts consacrée à l'examen du projet de manuel sur le renforcement et la réforme de la justice pénale dans les Etats sortant d'un conflit et les pays en transition: les enseignements acquis, organisée par l'Institut pour la paix des Etats-Unis et l'ONUDC;

f) *Programmes pour la Chine :*

i) Avec l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international, le Centre a continué de soutenir les efforts de la Chine pour réformer son droit pénal et son système de justice pénale grâce à la mise en œuvre de deux projets : l'un portait sur l'application des normes internationales dans le domaine de la justice pénale en Chine et l'autre sur la coopération sino-canadienne en vue de la réforme du ministère public ;

ii) Le Centre a également lancé un programme pour aider la Chine à promouvoir la ratification et l'application du statut de Rome de la Cour pénale internationale.

g) *Programme relatif à l'administration pénitentiaire.* En partenariat avec l'ONUDC, l'Institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, et le Service pénitentiaire canadien, le Centre a organisé trois ateliers en novembre/décembre 2007 à Kampala, à Kabwe (Zambie) et à Nairobi sur les questions relatives à la liberté surveillée et à la probation. Le Centre a entrepris une étude comparative de la liberté surveillée, de la suspension et de la révocation de celle-ci. Il coopère également avec la Section de l'état de droit de l'ONUDC pour élaborer un manuel pour les directeurs de prisons.

F. Institut australien de criminologie

10. Les principales activités réalisées par l'Institut australien de criminologie en 2008 sont notamment les suivantes:

a) *Lutte contre la criminalité transnationale organisée.* Un financement a été octroyé pour quatre ans par le Gouvernement australien à l'Institut australien de criminologie afin de lui permettre de mener de nouvelles études dans les domaines de la traite des personnes et du blanchiment d'argent. L'Institut a publié deux rapports sur la traite des êtres humains: « Law enforcement responses to trafficking in persons: challenges and emerging good practice » et « Human trafficking to Australia: a research challenge ». L'Institut a organisé une table ronde sur la lutte contre le blanchiment d'argent avec le secteur privé, le Gouvernement et les services de répression et publié un rapport de recherche sur l'ampleur du blanchiment d'argent en Australie. L'Institut a présenté un document intitulé « Criminal exploitation of online systems by organized crime groups » lors du Symposium de Singapour sur la criminalité organisée en Asie : gouvernance et responsabilité. L'Institut a continué d'encadrer et d'effectuer des recherches sur les armes à feu et a fait une présentation intitulée « Firearms in the criminal community in Australia: an overview » à la Conférence sur le service de renseignements du Département de la défense;

b) *Mesures en matière de prévention du crime.* L'Institut a co-organisé une conférence sur « L'amélioration de la sécurité des communautés: enseignements aux niveaux national et local » qui a rassemblé les parties prenantes à la prévention de la criminalité en Australie. L'Institut a présenté un document lors de la Conférence de la Société internationale pour la réforme du droit pénal au Canada intitulé « CCTV, sexual assault and jury outcomes: an experimental study ». Il a continué à publier régulièrement ses notes d'information sur la diminution/prévention de la criminalité et a également administré l'attribution des prix annuels australiens pour la prévention du crime et de la violence qui reconnaissent les bonnes pratiques en matière de prévention ou de réduction de la violence et d'autres formes de criminalité en Australie;

c) *Mesures contre la victimisation.* Dans le cadre de son National Homicide Monitoring Program, l'Institut a continué de faire état de tous les cas d'homicides et des victimes et des délinquants en Australie. L'Institut a publié une série de rapports d'études sur les agressions sexuelles commises contre des adultes au cours de

l'année 2008, y compris les études sur la violence sexuelle dans les diverses communautés autochtones, culturelles et linguistiques australiennes et sur l'attitude et les préjugés des jurés dans les affaires d'agressions sexuelles. Il continue de participer à l'Equipe spéciale sur la fraude à la consommation;

d) *Mesures relatives aux systèmes correctionnels et pénitentiaires communautaires.* L'Institut a publié son rapport annuel sur le nombre et la cause de décès de personnes en garde à vue et en détention. L'Institut a également publié des rapports sur « The identification of mental disorders in the criminal justice system » et « Recidivism in Australia: findings and future research ». L'Institut a fait un exposé sur "La réinsertion post-carcérale des détenus" lors de la seizième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale;

e) *Lutte contre la criminalité liée aux technologies de pointe et à l'informatique.* Un rapport important sur la nature, l'étendue et les dimensions criminologiques de la criminalité liée aux technologies de pointe en Australie a été publié en 2007 ainsi qu'un certain nombre de publications et de fiches d'information dans la série *Trends and Issues in Crime and Criminal Justice* (tendances et enjeux en matière de criminalité et de justice pénale) dans le domaine de la criminalité liée aux technologies de pointe et à l'informatique;

f) *Justice pour mineurs.* L'Institut a publié un document intitulé « Les mineurs en détention en Australie, 1981-2006 », dans le cadre du Programme national de suivi des mineurs en détention, qui examine des données relatives au nombre de jeunes incarcérés dans des centres de détention pour mineurs. D'autres travaux de recherche relatifs à la justice pour mineurs ont été publiés, dont « Juvenile arson intervention programs in Australia » et « Pre-court diversion in the Northern Territory: impact on juvenile reoffending » ;

g) *Mesures contre les drogues et la criminalité.* L'Institut continue de surveiller et de faire rapport sur la consommation de drogues illicites par les personnes arrêtées par la police. En 2007, l'Institut a publié dans la série *Trends and Issues* un document intitulé « Benzodiazepine use and harms among police detainees in Australia » et un rapport annuel. L'Institut a également publié des travaux de recherche sur le "Cadre des mesures de performance des services de lutte contre la drogue" et a fait un exposé sur ce sujet au Gouvernement australien. Deux rapports intitulés « Criminal justice responses to drug and drug-related offending: are they working? » et « The market for amphetamine-type stimulants and their precursors in Oceania » ont également été publiés. Les travaux se poursuivent sur l'évaluation du fonctionnement des tribunaux de la drogue.

11. Les rapports et les exposés de l'Institut, ainsi que son programme de travail détaillé sont disponibles sur le site Internet de l'Institut (www.aic.gov.au).

G. Institut supérieur international des sciences criminelles

12. En 2007, l'Institut a mené 39 activités avec plus de 2 500 participants originaires de 64 pays, en coopération avec 95 partenaires, dont 50 universités. Les activités les plus marquantes ont notamment été les suivantes:

a) *Recherche:*

- i) Le projet de recherche sur la lutte contre l'impunité et la promotion de la justice internationale, cofinancé par l'Office EuropeAid de la Commission européenne et mené à l'échelle mondiale, vise à préparer les lignes directrices globales et un manuel d'application pour promouvoir la lutte contre l'impunité, soutenir le développement d'approches intégrées en matière de justice après conflit et d'adapter les stratégies nationales à la mission évolutive de la Cour pénale internationale (CPI);
 - ii) En vertu du programme de renforcement des capacités judiciaires de la CPI, une délégation de 10 juges de la Cour s'est réunie avec six experts internationaux pour discuter des éléments de preuve, de la divulgation et des mesures de protection.
- b) *Enseignement supérieur:*
- i) Le cours de spécialisation sur le thème "La justice en période de conflit et après conflit: options stratégiques et modalités" a réuni 81 jeunes professionnels de 41 pays;
 - ii) Le cours de spécialisation sur "La coopération européenne en matière pénale: enjeux et perspectives", cofinancé par le programme AGIS 2006 de la Commission européenne, a été suivi par 49 jeunes professionnels de 33 pays.
- c) *Assistance technique pour la coopération au développement.* Un programme très important a été mené en Afghanistan, en Iraq et en ex-République yougoslave de Macédoine;
- d) *Le renforcement des capacités judiciaires en Afghanistan.* Au total, 315 magistrats afghans ont bénéficié d'activités de formation spécialisée et avancée. Celles-ci, soutenues financièrement et opérationnellement par l'ONUDC, le Gouvernement du Royaume-Uni, l'ambassade italienne et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ont porté sur les domaines suivants:
- i) Développer la gouvernance au niveau décentralisé (Initiative pour la justice dans les provinces);
 - ii) Renforcement des capacités de lutte contre la drogue (formation avancée pour la police afghane chargée de la lutte contre les stupéfiants);
 - iii) Réforme du système de justice pénale (nomination du Président de l'Institut international en tant que Conseiller scientifique en vue de l'organisation de la Conférence de Rome de 2007 sur l'état de droit en Afghanistan, puis nomination d'un conseiller juridique pour l'élaboration de la stratégie nationale pour le secteur de la justice et le programme d'action pour la justice en Afghanistan);
 - iv) L'Institut international a bénéficié d'un financement du PNUD en vue de la réalisation d'un projet combinant des activités de formation des magistrats et des dirigeants communautaires et religieux et une campagne d'information au niveau des districts sur les droits des femmes et des enfants en Afghanistan.
- e) *Appui à la reconstruction du système de justice iraquien:*
- i) Au cours de 2007, dans le cadre du projet intitulé «Plan stratégique global au service de l'état de droit et la justice en Iraq» - financé par le Ministère italien des affaires étrangères et bénéficiant de l'appui de l'ONUDC

– la Mission intégrée "état de droit" de l'Union européenne pour l'Iraq (JUST LEX), la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), le PNUD et toutes les institutions clés du système judiciaire iraquien - un ensemble de directives et de recommandations a été élaboré en vue d'un futur plan stratégique intégré pour la primauté du droit dans le pays, avec l'appui du Bureau du Premier Ministre et de toutes les institutions iraquiennes. En huit mois, six réunions ont été organisées (à Amman, Syracuse (Italie), au Caire, à Erbil (Iraq) et à Bagdad), auxquelles 49 experts iraqiens et 23 experts étrangers ont participé. Un voyage d'étude de deux semaines a également été organisé en Egypte, en Italie et en Allemagne;

ii) Parallèlement au projet mentionné ci-dessus, l'Institut international a mis en œuvre le projet de l'ONUDC intitulé "l'intégrité du système judiciaire iraquien", dont le succès le plus remarquable a été l'adoption par le Conseil judiciaire suprême d'un code de conduite en matière de justice fondé sur les Principes de Bangalore sur la déontologie judiciaire ;

iii) Dans le cadre du programme JUST LEX, l'Institut s'est associé au Département de l'Administration pénitentiaire du Ministère italien de la justice pour organiser un séminaire de formation de trois semaines pour 29 agents des services pénitentiaires iraqiens sur les principes fondamentaux de gestion et d'administration du système pénitentiaire.

f) *Lutte contre la criminalité organisée et la corruption en ex-République yougoslave de Macédoine.* L'Institut international a continué d'apporter un soutien élargi au Ministère italien de la justice et au Ministère public de l'ex-République yougoslave de Macédoine pour la gestion stratégique et organisationnelle d'un projet de "jumelage" entre les deux pays, financé par l'Agence européenne de reconstruction. Ce projet met l'accent sur l'unité spécialisée du parquet chargée de la lutte contre la criminalité organisée et la corruption. En 2007, après une phase d'évaluation, quatre voyages d'étude (dans des institutions italiennes et de l'Union européenne et à l'ONUDC), trois séminaires à Skopje, deux tutorats et un cours de langue ont été organisés dans le cadre de ce projet;

g) *Blanchiment d'argent et financement du terrorisme.* Pour la troisième année consécutive, le Fonds monétaire international et l'Institut international ont organisé un atelier sur «Les typologies du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme» à l'intention de 31 fonctionnaires d'Asie centrale et d'Europe orientale.

H. Université arabe Nayef des sciences de sécurité

13. L'Université arabe Nayef des sciences de sécurité a été créée pour répondre au besoin exprimé par les services de répression des pays arabes, à savoir disposer d'un institut universitaire qui soit en mesure de promouvoir la recherche sur les questions de sécurité et de proposer des programmes de troisième cycle et des stages de formation de courte durée dans le domaine de la prévention et de la lutte contre la criminalité dans les pays arabes. Un effort collectif est certes indispensable pour combattre avec succès la criminalité dans le monde arabe grâce à un professionnalisme renforcé, mais seul un institut universitaire tel que l'Académie arabe Nayef est en mesure d'offrir les connaissances et la formation

interdisciplinaires nécessaires pour mener à bien cette tâche cruciale. L'Université arabe continue de satisfaire le besoin exprimé par les services de répression des pays arabes et encourage les études et les programmes de formation dans tous les pays arabes. Les principales activités de l'Université pour 2008 peuvent être résumées comme suit:

a) *Programmes d'enseignement.* L'Institut des Hautes Etudes offrira des programmes de troisième cycle à des étudiants arabes dans le domaine de la criminologie, de la justice pénale, des sciences administratives et des sciences sociales;

b) *Formation.* L'Institut de formation de l'Université organisera dix stages de formation pour répondre aux besoins spécifiques de formation continue et de formation professionnelle des services de répression des pays arabes. En outre, l'Université organisera conjointement avec le Comité consultatif international scientifique et professionnel un cours de formation intensive sur des questions essentielles relatives au système correctionnel;

c) *Études et recherches.* Des travaux de recherche abordant les problèmes de sécurité publique dans le monde arabe seront effectués par le Centre d'études et de recherches de l'Université. En outre, le Centre a prévu d'organiser huit réunions sur ces questions;

d) *Sciences médico-légales.* L'Institut des sciences médico-légales proposera neuf cours de formation en médecine légale spécialisés dans l'examen des documents, l'analyse des tissus, les techniques d'exploration microscopique et les techniques d'enquête.

I. Institut national pour la justice du Ministère de la justice des États-Unis

14. La mission de l'Institut national pour la justice est d'assurer la promotion, le développement et l'évaluation de la recherche scientifique au niveau des États et au niveau local. En 2007, l'Institut s'est lancé dans une nouvelle stratégie qui consiste à donner une dimension internationale à l'ensemble de ses travaux. Reconnaissant que les frontières nationales sont parfois établies artificiellement et ne tiennent pas compte de la culture des ressortissants, l'Institut s'attache à identifier les meilleures pratiques et les meilleures réponses à la criminalité où qu'elle se produise. Cette stratégie a conduit le Centre de l'Institut international à délaisser les projets à dimension internationale (c'est-à-dire le terrorisme et la traite) pour privilégier l'intégration de la recherche internationale pertinente dans tous ses travaux (c'est-à-dire les gangs, les mères en prison, la surpopulation carcérale), et promet un programme de recherches beaucoup plus actif dans le domaine international.

a) *Échange d'informations, de rapports et de publications:*

i) L'Institut accueille un Programme de visiteurs étrangers qui encourage les débats et l'échange de documents. Le programme attire environ 100 visiteurs par an, originaires de quelque 30 pays. Il permet aux membres de l'Institut de discuter des projets en cours et de recevoir des informations précieuses d'experts étrangers;

ii) En avril 2007, lors de la seizième session de la Commission, l'Institut a participé à l'atelier sur les stratégies fructueuses de prévention et de réduction de la criminalité dans le contexte urbain et fait une présentation intitulée "Private industry inside prisons : more than re-entry preparedness ";

iii) Le programme d'échange d'informations de L'Institut est coordonné par le Service national de références sur la justice pénale, qui bénéficie largement de ce programme grâce aux rapports internationaux qu'il reçoit et enrichissent sa collection de plus de 190 000 documents. Fort de 153 membres originaires de 55 pays, le programme permet à ses membres d'échanger des informations à travers le monde à un coût minime, voire nul (voir <http://www.ncjrs.gov/Intlide.html>);

iv) L'Institut continue de financer des travaux de recherche dans de nombreux domaines. En 2007, une attention particulière a été accordée au terrorisme et à la traite des êtres humains. Les rapports définitifs de l'Institut sont disponibles sur le site Internet www.ncjrs.gov. et notamment les suivants:

"Le recrutement de terroristes dans les établissements pénitentiaires américains: étude prospective de groupes confessionnels non traditionnels", par Mark S. Hamm Ph.D. Décembre 2007, NCJ 220957;

"La criminalité transnationale organisée en Asie et son impact sur les États-Unis", par James O. Finckenauer et Ko-lin Chin, janvier 2007, NCJ 214186;

"Évaluation des services complets aux victimes de la traite des êtres humains: principales conclusions et leçons", par Caliber Associates, avril 2007, NCJ 218777.

b) *Plans de travail pour 2008*

i) Développement d'une typologie de la criminalité électronique afin d'aider les chercheurs et les praticiens à catégoriser les comportements électroniques. Cette activité est menée en coopération avec un groupe de travail du Conseil consultatif professionnel et scientifique international ;

ii) Bibliographie et étude approfondies de la traite des êtres humains, qui comprendra plus de 2 000 publications universitaires et gouvernementales, classées selon les méthodes utilisées;

iii) Examen préliminaire des produits pharmaceutiques contrefaits, ce qui permettra de mieux comprendre l'augmentation de la consommation de produits pharmaceutiques chez les adolescents et les implications pour la contrefaçon;

iv) Un document répondant à la question: «If I need information on X, where would I find it in the world? », qui décrit comment l'on peut trouver, partout dans le monde, de très rigoureuses études scientifiques sur une grande variété de questions relatives à la justice pénale, sera élaboré et diffusé. Ce manuel permettra aux chercheurs de trouver rapidement des informations dans d'autres pays.

J. Centre international pour la prévention de la criminalité

15. La mission du Centre international pour la prévention de la criminalité est de soutenir et de promouvoir la prévention du crime aux niveaux local, national et international, particulièrement eu égard à la Déclaration de Vienne sur la criminalité et la justice: Relever les défis du XXIème siècle, la Déclaration de Bangkok intitulée “Synergies et réponses: Alliances stratégiques pour la prévention du crime et la justice pénale”, et à leurs plans d'action, ainsi qu'à la stratégie pour la période 2008-2011 de l'ONUUDC:

a) *Règles et normes en matière de prévention du crime.* Le Centre international contribue à la diffusion des règles et des normes en matière de prévention du crime par le biais de publications et de manifestations. Les travaux de l'Atelier 3 du onzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale sur les Stratégies et pratiques optimales en matière de prévention du crime, en particulier dans le contexte de la délinquance urbaine et des jeunes exposés à la délinquance, ont été publiés par le Centre en anglais, français et espagnol et annoncés lors d'une conférence de presse avec l'ONUUDC et l'Organisation des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-HABITAT). Le Centre a contribué au succès de l'Atelier sur la baisse de la criminalité et les stratégies de prévention dans le contexte urbain, organisé lors de la seizième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, en 2007;

b) *Assistance stratégique et assistance technique:*

i) Le Centre international continue d'élargir sa mission dans le domaine de l'assistance technique, en particulier en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il a coopéré avec la Banque interaméricaine de développement en vue de la traduction et de l'adaptation d'un manuel pratique visant à améliorer la sécurité dans les municipalités d'Amérique latine et a continué d'apporter une assistance technique conjointe à Haïti sur la gouvernance locale et la sécurité publique, et à El Salvador pour soutenir l'Observatoire d'Amérique centrale contre la violence ;

ii) Le programme triennal d'échanges entre les villes de Bordeaux (France), Liège (Belgique) et Montréal (Canada) s'est achevé avec la publication d'un manuel à l'intention des autorités locales sur les infractions relatives aux drogues et à la prostitution. Le Centre a également élaboré à l'intention du Département de la police de Montréal un modèle sur la gestion des problèmes de sécurité publique. L'évaluation de la mise en œuvre des stratégies de prévention du crime dans cinq collectivités du Québec se poursuit.

c) *Échange d'informations, rapports et publications:*

i) La police a été l'un des principaux thèmes de travail de 2007. Ainsi, le Centre a publié une évaluation internationale des mesures de performance de la police; un séminaire international a été organisé au Cap avec le Conseil sud-africain pour la recherche scientifique et industrielle et le Gouvernement sud-africain sur l'intégration de la surveillance policière de proximité dans une approche plus large de la prévention de la criminalité; , et le septième Colloque annuel sur la prévention du crime, organisé à Oslo par le Gouvernement norvégien, qui a mis l'accent sur le rôle de la police dans la

prévention du crime. Un document d'information sur le rôle de la police a été élaboré en vue de la tenue de ce Colloque;

ii) Le Centre international a participé activement à la Conférence internationale sur l'état de la sécurité dans les villes du monde, qui s'est tenu à Monterrey, au Mexique, en octobre 2007 et a organisé une réunion internationale sur les tendances de la criminalité à Paris en décembre 2007, ainsi que plusieurs conférences et réunions en Belgique, au Canada, au Chili, en Colombie, en El Salvador, en France, en Allemagne, en Haïti, au Mexique, au Portugal et au Royaume-Uni;

iii) Des rapports comparatifs sur les métiers de la sécurité de proximité et l'évaluation de la sécurité de proximité dans les pays non anglophones ont été publiés, la lettre d'information électronique régulière *International Observer* a continué de paraître et deux éditions du bulletin consacré aux peuples autochtones ont été diffusées. Les travaux ont débuté en vue de l'élaboration d'un rapport mondial sur la prévention du crime et la sécurité de proximité ainsi que sur les politiques nationales et les bonnes pratiques.

d) *Plan de travail pour 2008*. Le Plan de travail du Centre international pour 2008 comprend la publication d'un premier rapport mondial sur les tendances en matière de criminalité et de prévention du crime et de recueils de bonnes pratiques sur les jeunes et les gangs de jeunes, la gestion de l'espace public, la sécurité des femmes et des peuples autochtones; la coopération active avec l'ONUDC en vue de l'élaboration d'un manuel de directives sur la prévention de la délinquance, en préparation du douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale; la participation à l'atelier du réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, et en coopération avec l'ONU-HABITAT, à la Conférence des jeunes à Durban, en Afrique du Sud ainsi que sur la police en Afrique de l'Ouest. Le colloque annuel du Centre de prévention de la criminalité, qui se tiendra à Querétaro, au Mexique, en novembre 2008, mettra l'accent sur la sécurité des femmes.

K. Institut d'études sur la sécurité

16. L'Institut d'études sur la sécurité (www.issafrika.org) est un institut de recherche politique appliquée indépendant et à but non lucratif ainsi qu'un groupe de réflexion, qui dispose de bureaux à Nairobi, à Addis-Abeba, au Cap et à Pretoria (siège de l'Institut). Sa mission est de conceptualiser la notion de sécurité humaine en Afrique, de diffuser des informations à ce sujet et d'enrichir le débat sur ce thème afin d'encourager l'élaboration de politiques et la prise de décisions à tous les niveaux. Au cours de 2007, au titre de ses programmes sur la prévention du crime et la justice pénale, l'Institut a réalisé notamment les activités suivantes:

a) *Criminalité et sécurité humaine*:

i) L'Institut a entamé les travaux visant à améliorer l'accès des groupes vulnérables à la justice;

ii) Publication de la revue *SA Crime Quarterly* et organisation régulière de séminaires et de réunions d'information pour les décideurs politiques et les décisionnaires sur les questions relatives à la police;

- iii) Suivi et analyse des tendances de la criminalité et de la justice en Afrique du Sud.
- b) *Lutte contre la corruption:*
 - i) L'Institut a poursuivi le projet visant à promouvoir l'application des conventions contre la corruption en Afrique;
 - ii) Une étude sur la gestion des ressources naturelles de l'Afrique, en particulier sur la pêche illégale au large des côtes africaines, a été entamée;
 - iii) L'Institut s'est intéressé à la corruption des prestataires de services de base aux personnes démunies en Afrique du Sud;
 - iv) L'Institut a entamé une étude portant sur plusieurs pays concernant la mise en oeuvre de projets relatifs à la contrepartie des émissions de carbone en Afrique;
 - v) L'Institut a débuté une recherche sur l'impact de la corruption sur la prévention et le traitement du VIH/SIDA dans plusieurs pays africains.
- c) *Lutte contre le terrorisme:*
 - i) L'Institut a organisé un séminaire régional à Johannesburg, en Afrique du Sud, sur la mise en œuvre des stratégies antiterroristes des Nations Unies et un séminaire à Accra sur le terrorisme en Afrique;
 - ii) L'Institut a joué le rôle d'agent d'exécution du Programme de renforcement des capacités de lutte contre le terrorisme de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (ICPAT) à Addis-Abeba;
 - iii) L'Institut a publié des articles, des monographies et des contributions en ligne sur différents sujets liés au terrorisme.
- d) *Armes légères:*
 - i) L'Institut a approuvé la mise en oeuvre du Protocole relatif au contrôle des armes à feu, des munitions et d'autres matériels connexes dans la Communauté de développement de l'Afrique australe;
 - ii) L'Institut a entamé une étude et une analyse du respect des embargos sur les armes en Afrique ; de la lutte contre le trafic d'armes en Afrique australe ; de l'impact de l'amnistie des armes à feu en Afrique du Sud ; du trafic illicite d'armes dans la région des Grands Lacs ; et du courtage d'armes en Afrique australe;
 - iii) L'Institut a évalué la situation en matière de contrôle des armes et de recherche et de pratiques en matière de désarmement en Afrique.

- e) *Lutte contre le blanchiment d'argent:*
- i) L'Institut a publié une enquête annuelle sur le blanchiment d'argent en Afrique australe;
 - ii) L'Institut a organisé des réunions d'information à l'intention de décideurs, de membres de gouvernements, d'agents des services de répression, d'universitaires et de technocrates étrangers
 - iii) L'Institut a mené des travaux de recherche en collaboration avec la Direction sur la corruption et la criminalité économique du Botswana, l'Organisation internationale pour les migrations et l'Organisation de coopération des chefs de police régionale d'Afrique du Sud, notamment;
 - iv) L'Institut a publié des articles et des monographies sur le blanchiment d'argent en Afrique orientale et australe.
- f) *Lutte contre la criminalité organisée et la traite des personnes.* L'Institut d'études sur la sécurité a entamé un projet qui doit durer trois ans intitulé «Pour des réponses plus efficaces à la criminalité organisée en Afrique australe», qui couvre 12 pays d'Afrique australe, et a réalisé un projet de recherche sur la nature, la fréquence et les tendances de la traite des personnes en Angola, au Botswana, en Namibie, en Zambie et au Zimbabwe.
- g) *Publications et sites Internet.* L'Institut a fait paraître un grand nombre de publications qui peuvent toutes être consultées sur son site Web. En outre, des lettres d'information électroniques régulières portant sur le terrorisme en Afrique, la corruption et le blanchiment d'argent ont été diffusées aux abonnés.

L. Institut coréen de politique en matière de justice pénale

17. Les principales activités de l'Institut coréen de politique en matière de justice pénale au cours de la période considérée ont été les suivantes:

- a) *Séminaires et ateliers:*
 - i) Séminaire sur l'entraide judiciaire en matière pénale entre la Corée et la Chine, organisé le 30 janvier 2007;
 - ii) Séminaire sur les tendances de la criminalité et la politique pénale en Corée, organisé le 19 mai 2007;
 - iii) Atelier sur la réforme du droit pénal japonais, organisé à Séoul le 28 août 2007.
- b) *Lutte contre la cybercriminalité:*
 - i) En coopération avec l'ONUDC, l'Institut a organisé et accueilli la troisième réunion du Groupe d'experts sur la création d'un forum virtuel de lutte contre la cybercriminalité, à Séoul, les 14 et 15 mai 2007
 - ii) L'Institut a publié le rapport final de la troisième réunion du Groupe d'experts sur la création d'un forum virtuel de lutte contre la cybercriminalité, en septembre 2007 ;

iii) L'Institut a signé un accord de coopération avec l'ONUDC pour la création d'un forum virtuel de lutte contre la cybercriminalité, à Vienne, le 3 décembre 2007.

c) *Réforme du droit pénal.* L'Institut effectue des travaux de recherche sur la réforme du droit pénal en République de Corée depuis 2006. Le but de cette recherche est de réformer la législation coréenne eu égard aux principes constitutionnels relatifs aux droits fondamentaux de l'homme ; à la pénalisation et à la dépenalisation des délits ; au dispositif de sanctions et aux sanctions pénales, et à la terminologie juridique;

d) *Lutte contre la criminalité transnationale organisée dans le Nord-Est asiatique.* L'Institut a entamé une nouvelle étude afin d'établir un plan systématique de coopération pour prévenir et contrôler la criminalité transnationale organisée dans le Nord-Est asiatique qui menace gravement la vitalité économique de cette région;

e) *Publications:*

i) L'Institut a publié des travaux de recherche sur: les tendances de la criminalité et les politiques coréennes en matière de justice pénale (2007) ; les mesures de lutte contre la criminalité organisée; les types d'agressions sexuelles et les mesures de lutte contre la récidive ; l'efficacité de la réglementation de la criminalité liée aux technologies ; la libération surveillée et le bien-être des détenus ; les mesures permettant d'améliorer les capacités des enquêtes criminelles ; les mesures de lutte contre les faux témoignages, et l'évaluation de l'efficacité du système de lutte contre la corruption;

ii) L'Institut collabore également avec l'Institut d'Helsinki pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance à la préparation d'un ouvrage intitulé : *Pour la primauté du droit: cours et formation à la justice pénale dans le monde*, qui doit paraître en février 2008.

f) *Nouvelle version du Système d'informations statistiques sur la criminalité.* L'Institut a récemment créé le Système d'informations statistiques sur la criminalité qui contient des données ciblées sur la criminalité pour la période 1986-2005, qui proviennent des bases de données officielles des services du parquet;

g) *Principaux travaux de recherche pour 2008:*

i) Tendances de la criminalité impliquant des personnes âgées et mesures de lutte contre ce phénomène. Des recherches seront menées sur les crimes impliquant des personnes âgées et les mesures proposées concernant les infractions et les victimes;

ii) Elaboration d'un programme d'enseignement du droit à l'intention des jeunes délinquants. L'Institut élaborera un programme pour sensibiliser les jeunes délinquants à la gravité de leurs crimes et les responsabiliser;

iii) Criminalité organisée et économie. Cette recherche porte sur l'analyse de la tendance et des origines de la criminalité organisée sous un angle économique, afin de développer des mesures de lutte adaptées;

iv) Recherche exhaustive sur les homicides: analyse des causes et des tendances et des profils psychologiques. Cette recherche vise à élaborer des

mesures pour lutter contre les homicides et à établir le profil des criminels d'un point de vue psychologique.

M. Institut de Bâle sur la gouvernance

18. L'Institut de Bâle sur la gouvernance est un groupe de réflexion indépendant à but non lucratif spécialisé dans la recherche, l'élaboration de politiques et de conseils et la mise en valeur des capacités en matière de gouvernance privée, publique et internationale. Il dispose d'une unité de spécialistes – l'International Centre for Asset Recovery – dont la mission est de fournir une assistance aux pays du monde entier pour les aider à recouvrer les avoirs qui leur ont été volés. L'Institut sur la gouvernance de Bâle est devenu membre du réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale en 2007. Ses principales activités en 2007 sont résumées ci-dessous:

a) *Recouvrement des avoirs volés:*

i) Programme de formation intermédiaire des membres de la Commission indonésienne pour l'élimination de la corruption et du Ministère public indonésien sur le recouvrement des avoirs, avec un volet spécifique sur le traçage des biens volés et les méthodes et techniques pour leur restitution dans le cadre général de la Convention des Nations Unies contre la corruption;

ii) Cours de formation au Brésil pour les juges et les procureurs sur le thème "les techniques d'investigation, la gestion des plaintes et l'analyse des données pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme», mené en coopération avec l'Institut interrégional de recherche sur la criminalité et la justice;

iii) Cours de formation de base, en collaboration avec la Banque mondiale, sur le recouvrement des avoirs, le blanchiment d'argent et l'entraide judiciaire à l'intention des fonctionnaires du parquet, de la Banque centrale, de la Cellule de renseignement financier et du Département des enquêtes criminelles du Bangladesh;

iv) Cours de formation intermédiaire sur le traçage, la saisie, la confiscation et le rapatriement des avoirs à l'intention des membres du Bureau tanzanien de prévention et de lutte contre la corruption;

v) Création d'un Centre d'informations complètes et uniques, disponible en ligne, sur le recouvrement des avoirs, qui sera inauguré en janvier 2008 (www.assetrecovery.org). En tant qu'outil d'information gratuit accessible à tous, le site contient les traités internationaux pertinents, les accords bilatéraux et les lois nationales relatives à l'entraide judiciaire et à d'autres questions relatives au recouvrement des avoirs.

b) *Promotion de la lutte contre la corruption et le renforcement de la gouvernance publique:*

i) Soutien à la mise en oeuvre d'une Convention des Nations Unies contre la corruption, analyse des lacunes et du respect de ses dispositions au Bangladesh et au Kenya, en coopération avec les gouvernements concernés;

- ii) Journées de transparence de Belgrade (mai 2007) sur le rôle des institutions suprêmes de lutte contre la corruption, en coopération avec le Conseil serbe de lutte contre la corruption;
- iii) Séminaire régional Asie-Pacifique sur l'entraide judiciaire et le recouvrement des avoirs (septembre 2007, Bali, Indonésie), en coopération avec la Banque asiatique de développement, l'Organisation de coopération et de développement économiques et l'ONUDC.
- c) *Soutien à l'amélioration de la gouvernance d'entreprise:*
 - i) Offre de services consultatifs aux entreprises multinationales sur la création et la mise en oeuvre de politiques et programmes internes de respect des principes anti-corruption;
 - ii) Finalisation de la Déclaration de Wolfsberg contre la corruption (déclaration de 12 grandes banques formant le Groupe de Wolfsberg contre la corruption dans leurs institutions et opérations bancaires);
 - iii) Poursuite de la participation à et de la promotion de l'initiative de partenariat contre la corruption du Forum économique mondial.
- d) *Travaux de recherche et conférences:*
 - i) «Anti-corruption policymaking in practice: what we can learn for United Nations Convention against corruption implementation ?» (Etude de pays, Indonésie);
 - ii) Travaux de recherche sur l'intégrité des systèmes nationaux, la corruption et les droits de l'homme, effectué pour le Conseil international pour l'étude des droits de l'homme;
 - iii) «Non-State actors in standard setting – the erosion of the public-private divide? » (Conférence internationale de recherche, février 2008);
 - iv) «Combating fraud and corruption in the European Union» (Conférence d'experts européens, organisée en coopération avec l'Académie de droit européen, février 2007);
 - v) "Accounting, auditing and compliance in corporate groups » (Conférence d'experts, organisée avec l'Institut Europa de l'Université de Zurich, novembre 2007);
 - vi) «Protecting the financial interests of the EU and Switzerland – challenges for law enforcement and the financial industry » (Conférence d'experts européens organisée avec l'Académie de droit européen, décembre 2007);
 - vii) Deux déjeuners de travail sur la protection des personnes dénonçant des abus et la bonne gouvernance dans les systèmes pharmaceutiques.
- e) *Publications:*
 - i) Mark Pieth / Institut de Bâle sur la gouvernance (ed.), Recouvrement des avoirs volés, Peter Lang SA, Berne, 2008;
 - ii) Pieth, Handschin, Bauer, Mueller et Fenner, *Verhaltensregeln für die Verwaltung von Vorsorgeeinrichtungen* (normes de gouvernance pour la

gestion des fonds de pension), Institut de Bâle sur la gouvernance, Série des documents de travail (02/2007);

iii) Zora Ledergerber, Greta Fenner et Mark Pieth, "The international dimensions of judicial accountability", in *Global Corruption Report 2007: Corruption in Judicial Systems*, Cambridge University Press/Transparency, 2007;

iv) Jack D. Smith, Mark Pieth et Guillermo Jorge, «The recovery of stolen assets: a fundamental principle of the UN Convention against Corruption », U4 Brief (02/2007).

f) *Plan de travail pour 2008*:

i) "Journée OHADA (Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique) et la lutte contre la corruption" (conférence internationale, 29 février 2008, Bâle, Suisse);

ii) «Philanthropie dans la santé mondiale – gouvernance et critères d'efficacité" (Conférence internationale, les 10 et 11 avril 2008, Bâle, Suisse);

iii) Projets de recherche sur divers sujets, dont «la corruption, le commerce et les droits de l'homme », « la gouvernance des systèmes de santé », « la corruption et les droits de l'homme », et « diverses initiatives en matière d'édification de la paix »;

iv) Suivi actif des programmes de formation sur le recouvrement des avoirs, soutien apporté à des cas particuliers et encadrement de projets en Indonésie, en République-Unie de Tanzanie, au Bangladesh et au Brésil;

v) Lancement de nouveaux programmes de formation sur le recouvrement des avoirs en faveur des pays s'étant dit récemment intéressés; plusieurs nouveaux programmes sont à l'étude;

vi) Soutien technique et assistance consultative soutenus en faveur de certains pays en matière de recouvrement des avoirs;

vii) Poursuite de la création et du maintien de partenariats en vue d'une coopération renforcée en matière de recouvrement des avoirs (ONUSDC, Organisation internationale de police criminelle (Interpol) et Banque mondiale);

viii) Poursuite de la compilation de données et de la création d'outils pédagogiques interactifs pour le Centre d'informations en ligne sur le recouvrement des avoirs;

ix) Conjointement avec les autres parties prenantes et les partenaires, développement d'une plate-forme et d'une stratégie visant à définir plus précisément les rôles et les responsabilités de la société civile dans les procédures de recouvrement des avoirs volés.

IV. Activités du Conseil consultatif scientifique et professionnel international

19. En 2007, le Conseil consultatif scientifique et professionnel international a poursuivi ses activités dans le domaine de la prévention du crime et la justice pénale, en étroite coopération avec l'ONUDD.

20. Au cours de la seizième session de la Commission, le Conseil a participé à l'atelier organisé par les instituts du réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale sur le thème : «Diminution de la criminalité et stratégies de prévention du crime en milieu urbain», qui s'est tenu le 23 avril 2007. Mme Sonia Stefanizzi, professeur de recherche en sociologie à l'Université Bicocca de Milan, en Italie, a présenté un document intitulé « (in)sécurité urbaine » inspiré des conclusions d'une recherche du Conseil achevée quelques mois auparavant. Cette présentation a mis l'accent sur l'importance accrue accordée à l'(in)sécurité au cours des dernières décennies tant par le débat public que les politiques des pays occidentaux. Cette recherche montre comment on peut passer d'une explication théorique de l'(in)sécurité en milieu urbain à un système intégré de variables susceptibles d'être utilisées pour traiter empiriquement des différentes dimensions du problème.

21. Les autres activités du Conseil sont notamment les suivantes:

a) Conférence internationale du Conseil consultatif scientifique et professionnel international sur le thème «Le défi en évolution de la criminalité liée à l'identité: lutte contre la fraude et l'abus et la falsification d'identité à des fins criminelles» (Courmayeur, Mont-Blanc, Italie, 30 novembre-2 décembre 2007). Fidèle à sa vieille tradition consistant à fixer la ligne directrice des débats de fond sur les questions d'intérêt international pour apporter des contributions utiles à la communauté internationale par le biais du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, le Conseil a consacré sa Conférence annuelle à l'identification des meilleures voies et moyens de lutter contre la criminalité liée à l'identité. L'objectif de cette Conférence était de s'appuyer sur les conclusions et recommandations de l'étude de l'ONUDD sur la fraude, l'abus et la falsification d'identité à des fins criminelles, dont les résultats partiels ont été présentés lors de la seizième session de la Commission, et de donner une impulsion à ces conclusions en utilisant, affinant, et, le cas échéant, en élargissant les éléments concluants recueillis aux fins de l'étude. Il a été ainsi envisagé de publier un document complet contenant une version complète adaptée de cette étude ainsi que diverses présentations faites durant la Conférence. Il a également été envisagé d'élaborer les directives appropriées à la définition des bonnes pratiques et le matériel de formation à la prévention, aux enquêtes et aux poursuites des crimes liés à l'identité susceptibles d'être utilisés par les services de répression et les responsables politiques des États membres;

b) La douzième session plénière biennale du Conseil consultatif scientifique et professionnel international a eu lieu les 29 et 30 novembre 2007. Cinq nouveaux membres ont été élus et l'Institut national pour la justice du Ministère de la justice des États-Unis a représenté, à la place du Centre international pour la réforme du droit criminel et la politique en matière de justice pénale, le réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale. Sept nouveaux

groupes de travail ont été créés et chargés des questions suivantes: les systèmes correctionnels ; la violence contre les femmes ; la prévention de la victimisation et la protection des victimes ; le blanchiment d'argent et le recouvrement des avoirs ; la diminution du recours à l'incarcération; les droits de l'homme et la lutte contre le terrorisme ; et la cybercriminalité;

c) Avant la tenue de sa conférence annuelle, le Conseil a accueilli et coordonné la réunion d'un groupe restreint d'experts sur la criminalité liée à l'identité, organisée par l'ONUDC dans le cadre de la première série de rencontres entre les parties prenantes pour promouvoir et favoriser un dialogue constructif sur les moyens de créer des synergies effectives et de coopérer pour relever les défis posés par la criminalité liée à l'identité;

d) Une réunion informelle du réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale a également été organisée au cours de la Conférence annuelle;

e) En 2007, le Conseil a notamment publié « La Convention des Nations Unies contre la corruption : un mode de vie », plusieurs articles et documents présentés lors de la Conférence internationale du Conseil en 2006 ainsi que son bulletin d'information trimestriel, publié en coopération avec l'Université arabe Nayef des sciences de sécurité ;

f) Le site Internet du Conseil (www.ispac-italy.org) a reçu plusieurs centaines de demandes de renseignements par mois. Ce site fournit des informations sur les ONG, les experts, les organismes privés et les établissements universitaires qui s'occupent de la prévention du crime et de la justice pénale, ainsi que sur les publications pertinentes des Nations Unies ou autres. Des informations sont également présentées sur les préparatifs et la planification du Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.